

face au Vietnam. Sur ce point, les initiatives devraient venir de Québec et s'inscrire dans le cadre de la Francophonie ce qui clarifierait la portée et les limites des échanges envisagés. Différents domaines, tels que l'enseignement de la langue française, la santé, la médecine et le perfectionnement scientifique d'étudiants vietnamiens dans des universités québécoises, pourraient très facilement faire l'objet d'ententes rapides auxquelles on pourrait aisément mettre un terme si ces gestes positifs étaient exploités à des fins politiques.

En prenant des initiatives positives tout en poursuivant des politiques fermes à l'endroit du Vietnam, le Canada pourrait accroître la crédibilité de la priorité qu'il dit vouloir accorder à l'Asie du Sud-Est. Dès lors, ses positions seraient perçues comme étant moins passives et moins alignées sur celles de Washington, et il s'assurerait d'une participation souhaitable advenant des négociations élargies. Ces quelques remarques pourraient en outre rendre les politiques canadiennes actuelles moins dépendantes des événements susceptibles de se produire en Indochine. Par là également, le Canada éviterait de se cantonner dans une position de réaction et d'ajustement à des politiques formulées par d'autres.